



CENTRE DE GESTION DE LA  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

---

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### PROCEDURE FORMALISEE

En application des articles L2124 et R2124  
du Code de la Commande Publique

Appel d'offres ouvert

**Entretien ménager  
du Village des Collectivités Territoriales  
de Thorigné-Fouillard  
pour le groupement de commande CDG35/CNFPT/SDE35**

***Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)***

***N° de marché  
MP-2022-21***

Village des Collectivités Territoriales  
1 avenue de Tizé  
CS 13600  
35236 THORIGNÉ-FOUILLARD CEDEX

Téléphone : 02 99 23 31 00  
Télécopie : 02 99 23 38 00  
Site internet : [www.cdg35.fr](http://www.cdg35.fr)  
E-mail : [contact@cdg35.fr](mailto:contact@cdg35.fr)

<p>Service Ressources Finances / Marchés Publics Ressources humaines</p>
--

# SOMMAIRE

Article 1 : Identification de l'acheteur public.....	4
Article 1.1 : Groupement de commandes .....	4
Article 1.2 : Nom et adresse officiels du coordonnateur .....	4
Article 1.3 : Lieu d'exécution des prestations .....	4
Article 2 : Objet, procédure et forme du marché .....	4
Article 2.1 : Objet du marché .....	4
Article 2.2 : Procédure de passation.....	4
Article 2.3 : Forme du marché .....	4
Article 2.4 : Décomposition du marché .....	4
Article 2.5 : Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	4
Article 2.6 : Visite des locaux .....	5
Article 2.7 : Montant du marché.....	5
Article 3 : Pièces constitutives du marché .....	5
Article 4 : Durée du marché.....	5
Article 5 : Prix de règlement - évolution tarifaire .....	6
Article 5.1 : Contenu des prix .....	6
Article 5.2 : Prix et règlement .....	6
Article 5.3 : Evolution tarifaire .....	6
Article 5.4 : Clause de sauvegarde.....	7
Article 6 : Sous-traitance .....	7
Article 6.1 : Présentation d'un sous-traitant.....	7
Article 6.2 : Paiement direct des sous-traitants.....	8
Article 7 : Dispositions relatives à la co-traitance.....	8
Article 8 : Clause de confidentialité .....	9
Article 9 : Dispositions relatives au personnel du titulaire – obligations du titulaire .....	9
Article 9.1 : Régularité au regard des dispositions légales .....	9
Article 9.2 : Responsabilité du titulaire .....	9
Article 9.3 : Accès aux locaux .....	10
Article 9.4 : Protection de la main d'œuvre .....	10
Article 9.5 : Comportement du personnel .....	10
Article 9.6 : Obligations fiscales et sociales.....	10
Article 9.7 : Encadrement du personnel.....	10
Article 9.8 : Reprise du personnel.....	10
Article 10 : Assurances du titulaire .....	11
Article 11 : Modifications statutaires .....	11
Article 12 : Normes - assurance qualité.....	12
Article 12.1 : Normes - protection de l'environnement .....	12
Article 12.2 : Assurance qualité .....	12
Article 13 : Exécution des prestations .....	12
Article 13.1 : Début d'exécution .....	12
Article 13.2 : Conditions d'exécution .....	12

Article 13.3 : Lieu d'exécution des prestations .....	12
Article 14 : Délais d'exécution des prestations et pénalités pour retard .....	12
Article 14.1 : Définition des délais d'exécution .....	12
Article 14.2 : Prolongation des délais d'exécution.....	13
Article 14.3 : Défaillances du titulaire .....	13
Article 14.4 : Exécution par défaut .....	13
Article 15 : pénalités pour retard .....	13
Article 15.1 : Définition des pénalités .....	13
Article 15.2 : Pénalités forfaitaires .....	13
Article 16 : Modalités de paiement du titulaire .....	14
Article 16.1 : Financement du marché .....	14
Article 16.2 : Règlement du marché.....	14
Article 16.3 : Intérêts moratoires .....	15
Article 16.4 : Facturation.....	15
Article 17 : Avances .....	16
Article 17.1 : Conditions de versement et de remboursement .....	16
Article 17.2 : Garanties financières de l'avance .....	17
Article 18 : Cession et nantissement de créance.....	17
Article 19 : Vérifications - Décision après vérification .....	17
Article 19.1 : Ajournement.....	18
Article 19.2 : Réception avec réfections .....	18
Article 19.3 : Rejet .....	18
Article 20 : Garanties financières .....	18
Article 21 : Conditions de résiliation du marché.....	18
Article 22 : Règlement des différends et des litiges .....	18
Article 22.1 : Mémoire de réclamation .....	18
Article 22.2 : Règlement à l'amiable .....	19
Article 22.3 : Règlement juridictionnel.....	19
Article 23 : Modification du marché .....	19
Article 24 : Droit et langue.....	19
Article 25 : Dérogations au CCAG-FCS .....	19

## **Article 1 : Identification de l'acheteur public**

### **Article 1.1 : *Groupement de commandes***

Le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine (CDG35) est installé au sein de l'ensemble immobilier commun à plusieurs collectivités publiques, dont le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) et le Syndicat Départemental d'Energie 35 (SDE35) ; cet ensemble est situé sur la commune de Thorigné-Fouillard. Dans ce cadre, le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine, la Délégation Régionale de Bretagne du CNFPT et le Syndicat Départemental d'Energie 35 ont souhaité mettre en commun une procédure d'achat liée à l'entretien ménager de leurs locaux en raison d'attentes techniques similaires pour les trois établissements.

En effet le CDG35, le CNFPT et le SDE35 souhaitent que les prestations soient réalisées dans la journée pour les bureaux et les salles de formation.

Conformément aux articles L2113-6 à L2113-7 du code de la commande publique, le CDG35, le CNFPT et le SDE35 ont décidé de constituer un groupement de commandes pour les prestations faisant l'objet de la présente consultation.

Le rôle de coordonnateur du groupement a été attribué au CDG35 qui l'a accepté. C'est à ce titre qu'il agit dans le cadre de cette consultation.

### **Article 1.2 : *Nom et adresse officiels du coordonnateur***

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE D'ILLE-ET-VILAINE (CDG35)

Village des Collectivités Territoriales 1 avenue de Tizé

CS 13600

35236 Thorigné - Fouillard Cedex Tél : 02.99.23.31.00

### **Article 1.3 : *Lieu d'exécution des prestations***

Les prestations sont à réaliser pour les locaux occupés par le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine, la Délégation Régionale de Bretagne du C.N.F.P.T et le Syndicat Départemental d'Energie 35 sur le site de Thorigné-Fouillard. - Village des collectivités - Avenue de Tizé.

## **Article 2 : Objet, procédure et forme du marché**

### **Article 2.1 : *Objet du marché***

La présente consultation a pour objet l'entretien ménager du site Village des Collectivités Territoriales de THORIGNE-FOUILLARD pour le compte du groupement CDG35/CNFPT/SDE35.

### **Article 2.2 : *Procédure de passation***

Le présent marché est un marché passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

### **Article 2.3 : *Forme du marché***

Il s'agit d'un marché ordinaire de prestations de services.

### **Article 2.4 : *Décomposition du marché***

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### **Article 2.5 : *Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)***

Les variantes et les PSE ne sont pas autorisées.

### **Article 2.6 : Visite des locaux**

Le candidat devra, sous peine de nullité de sa candidature visiter préalablement les locaux dans les prescriptions de l'article 6 du RC.

Lors de cette visite, il devra être vérifié que tous les moyens techniques nécessaires à la bonne exécution de la prestation existent (alimentation électrique, arrivée d'eau, évacuation d'eau...).

Le candidat joindra à sa candidature le certificat de visite des locaux dûment daté, signé et complété éventuellement des spécificités dues aux zones à nettoyer (difficultés d'accès à certaines zones, revêtements particuliers, ...). Le degré d'usure éventuel ou les souillures non éliminables devront être notées.

La visite obligatoire des locaux sera organisée par le CDG35 avant la date limite de dépôt des plis, pour l'ensemble des candidats intéressés par la présente consultation.

### **Article 2.7 : Montant du marché**

Le montant annuel définitif résultera de l'offre financière du candidat retenu sur les prestations continues (prestations courantes, périodiques, la fourniture des distributeurs et consommables sanitaires à prix forfaitaires ainsi que les prestations exceptionnelles à prix unitaire).

### **Article 3 : Pièces constitutives du marché**

Les pièces contractuelles du présent marché sont énumérées comme suit par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- ✚ l'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes jointes le cas échéant signés,
- ✚ le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- ✚ le cadre de réponse financière (CRF) rempli, daté et signé par le titulaire ; les coûts sont réputés comprendre tous les coûts relatifs à la complète exécution de la prestation,
- ✚ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) y compris les annexes :
  - Annexe 1 : Surfaces des locaux par zone et par nature,
  - Annexe 2 : Le tableau de la nature et de la fréquence des prestations courantes et périodiques,
  - Annexe 3 : Notices d'entretien des sols et des portes,
  - Annexe 4 : Plan de masse du Village des collectivités.
- ✚ le cadre de réponse technique (CRT) rempli par le titulaire,
- ✚ le règlement de la consultation,
- ✚ Les devis éventuels,
- ✚ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Pièces générales :

- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- ✚ Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché.

Il est précisé que les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant. Les pièces générales, bien que non annexées aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues du titulaire.

### **Article 4 : Durée du marché**

Le marché est conclu pour une période ferme de UN (1) an à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022, avec possibilité de reconduction tacite pour trois (3) périodes identiques d'un an chacune.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction du marché.

Si le CDG35 décide de ne pas reconduire le marché, il en informera le titulaire, par courrier recommandé avec accusé de réception postal, au moins trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

## **Article 5 : Prix de règlement - évolution tarifaire**

La rémunération du présente marché se fait principalement en application des prix forfaitaire résultera de l'offre financière (CRF) du titulaire relative aux prestations courantes, périodiques et la fourniture des distributeurs et consommables sanitaires à prix forfaitaires

Pour les prestations exceptionnelles un prix unitaire s'applique aux quantités commandées par le biais d'un bon de commande émis par l'acheteur public sur la base de l'offre financière du titulaire (CRF).

Ces prestations exceptionnelles sont sans minimum, mais elles sont plafonnées à 15 000,00 € HT (quinze mille euros) maximum par an pour chaque membre du groupement.

Les prix des fournitures en lien avec une situation exceptionnelle devront être validés par le représentant du CDG35, du CNFPT ou du SDE 35 avant toute utilisation via un bon de commande.

### **Article 5.1 : Contenu des prix**

Les prix applicables aux prestations exécutées sont ceux indiqués dans le CRF (cadre de réponse financière) annexé à l'acte d'engagement du titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges afférentes à l'objet du marché (salaires et charges de personnel, fournitures de matériels, produits et consommables, téléphone portable, etc.)

### **Article 5.2 : Prix et règlement**

Le taux de la T.V.A est celui en vigueur au moment de l'établissement de la facture par le titulaire.

Les prix et règlement tiennent compte d'une éventuelle variation du taux ou de l'assiette de la taxe à la valeur ajoutée, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

### **Article 5.3 : Evolution tarifaire**

Les prix sont établis sur la base de conditions économiques du mois M0 de la date de notification du marché. Les prix sont fermes pour la première année d'exécution. Ensuite ils sont révisibles annuellement à la date anniversaire du contrat, selon la formule suivante :

$$P = PO (0,20 + 0,80 \times (I/I0))$$

Dans laquelle :

**P** est le prix révisé hors TVA

**PO** est le prix initial hors TVA « mois zéro » (prix figurant dans le DPGF initial établi dans les conditions économique du mois Mo)

**I** est le dernier indice, provisoire ou définitif, connu à la date de révision et **I0** est le même indice connu au mois M0

Partie fixe = 0.20

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur. Les prix ainsi révisés sont fermes pour la période de reconduction du marché.

**L'indice de révision des prix est le suivant :**

Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF81.21- Nettoyage courant, marché public - Prix de marché- Base 2015- Données trimestrielles brutes - Identifiant 010546452.

Les prix seront toujours révisés par référence aux prix d'origine.

Le titulaire du marché s'engage à notifier ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur avec un **préavis de 2 mois avant la date anniversaire du marché.**

A chaque révision de prix, le titulaire fournira, son mode de calcul ainsi que les références éventuelles des indices professionnels à partir desquels ce calcul a été fait, le pouvoir adjudicateur disposant d'un délai d'un (1) mois pour accepter les nouveaux prix.

Sans notification de refus par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois avant la date anniversaire du marché, les nouveaux prix sont applicables dès la première facture effectuée après la date anniversaire du marché.

Si la demande de révision de prix n'a pas été adressée au membre du groupement concerné (CDG35/CNFPT/SDE35) dans les délais indiqués ci-dessus, les prix précédemment pratiqués seront tacitement reconduits pour la période annuelle suivante

#### **Article 5.4 : Clause de sauvegarde**

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit, UN (1) mois avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix de ne pas reconduire le marché lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 % l'an.

#### **Article 6 : Sous-traitance**

Conformément à l'article 12 du CCAG-FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Les conditions de paiement du sous-traitant sont identiques à celles du titulaire.

La déclaration de sous-traitance est annexée au présent marché ainsi que l'attestation sur l'honneur que chaque sous-traitant doit remplir, dater et signer. De même, chaque sous-traitant devra justifier qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

##### **Article 6.1 : Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. La sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, en cours d'exécution du marché, devra être remise en main propre contre récépissé ou être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette demande devra obligatoirement préciser :

- la nature des prestations sous-traitées;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Elle sera en outre accompagnée d'une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1er du titre IV du livre 1er Dispositions générales de la deuxième partie du code de la commande publique.

Le titulaire du marché devra établir qu'il n'a consenti aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant du marché de nature à faire obstacle au paiement direct du sous-traitant : il apportera cette preuve, soit par la production du certificat de cessibilité du marché qui lui aura été délivré, soit par la production d'une attestation ou d'une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances lorsque les dispositions chapitre 1er du titre IX de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent au contrat.

Si le montant des prestations sous-traitées lui semble anormalement bas, le pouvoir adjudicateur sollicitera la transmission des précisions et justifications nécessaires. Si les éléments fournis ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le caractère bas du montant sous-traité, la demande de sous-traitance sera rejetée.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire. Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige

l'établissement d'un nouvel acte de sous-traitance, la modification du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité. Si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

### **Article 6.2 : Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le pouvoir adjudicateur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

A cette fin, le sous-traitant adressera ses demandes de paiement :

- au titulaire de l'accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou les dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- ainsi qu'au pouvoir adjudicateur.

Cette demande de paiement comportera, outre copie des factures adressées au titulaire du marché, copie du récépissé ou de l'accusé de réception attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la signature du récépissé ou de l'accusé de réception pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant, ainsi qu'au pouvoir adjudicateur.

S'il est établi, par la transmission au pouvoir adjudicateur de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur adressera sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant à l'appui de sa demande de paiement.

En cas d'accord du titulaire sur le montant de la demande de paiement formulée par le sous-traitant, ou en cas de silence gardé par le titulaire au terme du délai de 15 jours à compter de la date de signature du récépissé ou de l'accusé de réception, ou en cas de silence gardé au terme d'un délai de 15 jours à compter de l'envoi de la demande de paiement du sous-traitant, lorsque le titulaire refuse le pli ou ne le réclame pas, le pouvoir adjudicateur procédera au règlement de la facture du sous-traitant.

### **Article 7 : Dispositions relatives à la co-traitance**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.



Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

## **Article 8 : Clause de confidentialité**

Les informations et renseignements émanant du pouvoir adjudicateur, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code Pénal) et sont soumis à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation lors de l'exécution de sa mission et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant le marché.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par le pouvoir adjudicateur, à l'issue du marché;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques communiqués par le pouvoir adjudicateur à des fins autres que celles spécifiées au présent marché;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par le pouvoir adjudicateur à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir la personne publique, les organismes du recouvrement autorisés par le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent marché.

**Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et par ses sous-traitants éventuels.**

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que le pouvoir adjudicateur lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

## **Article 9 : Dispositions relatives au personnel du titulaire - obligations du titulaire**

### ***Article 9.1 : Régularité au regard des dispositions légales***

Le titulaire déclare pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants que les personnels affectés à l'exécution des prestations du marché sont employés régulièrement et dans le respect des dispositions légales réglementant l'emploi d'une part, et le séjour en France des travailleurs étrangers, d'autre part.

### ***Article 9.2 : Responsabilité du titulaire***

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations telles qu'elles sont exposées dans le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières. Il a l'entière responsabilité de ses personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter la prestation. Il veillera au respect des règles de sécurité du travail.

Le titulaire est responsable des actes de ses personnels et de ceux de ses éventuels sous-traitants en toute circonstance quelle qu'en soit la cause. Il est responsable des accidents, dégradations que lesdits personnels pourraient commettre, ainsi que de l'inobservation par ses personnels des consignes de confidentialité et d'obligation de réserve.

Le prestataire s'engage à exécuter un contrôle qualité selon ses propres procédures au minimum une fois par mois.

### **Article 9.3 : Accès aux locaux**

Ne pourront pénétrer et circuler dans les locaux que les agents du titulaire dûment habilités par les membres du groupement de commande. Le personnel affecté à l'exécution des prestations devra se conformer et se soumettre aux règles et consignes de sécurité et de sûreté appliquées dans les locaux des membres du groupement de commande.

Le titulaire du marché prendra connaissance des consignes particulières d'accès aux locaux lors de la réunion obligatoire de mise en œuvre des prestations.

Lors de la prise de poste des agents, des clés et badges seront remis contre émargement. Ces clés et badges devront être restitués après la prestation. En cas de vol ou de perte de ces clefs ou moyen d'accès, le titulaire avisera aussitôt les membres du groupement de commande.

Le titulaire supportera alors tous les frais engagés par les membres du groupement de commande par les changements des moyens d'accès aux locaux, rendus nécessaires pour garantir la sécurisation de l'ensemble du bâtiment.

Le non-respect de ces dispositions pourra entraîner la résiliation du marché.

### **Article 9.4 : Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. A cet égard, il est seul responsable vis-à-vis de l'Inspection du Travail et des tiers. Le titulaire devra fournir une liste détaillée et régulièrement à jour des personnes employées et au moins à chaque changement de personnel.

### **Article 9.5 : Comportement du personnel**

Les agents du titulaire devront se comporter de façon irréprochable. Il appartient au responsable de l'équipe de veiller au respect des consignes liées à la bonne exécution des prestations et définies lors de la réunion de mise en œuvre des prestations.

En cas de manquements répétés au respect de ces consignes, le CDG35 mettra en demeure le titulaire de procéder au redressement de la situation dans un délai de quinze (15) jours. Toute abstention du titulaire, passé ce délai, sera de nature à entraîner l'application des dispositions prévues à l'article 22 du présent CCAP.

### **Article 9.6 : Obligations fiscales et sociales**

Le titulaire doit justifier qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales résultant des articles R2143-11 et R2143-12 du code de la commande publique. Si, en cours de marché, le CDG35 est informé de l'irrégularité de la situation du cocontractant, le marché est résilié de plein droit.

### **Article 9.7 : Encadrement du personnel**

Le titulaire affectera au chantier un agent responsable de l'encadrement du personnel dans les conditions fixées aux articles 10.2 et suivants du CCAP.

### **Article 9.8 : Reprise du personnel**

Conformément aux dispositions de l'art L. 1224-2 du code du travail et des directives européennes sur le transfert d'entreprises, le titulaire a l'obligation de reprendre l'ensemble du personnel employé par le titulaire du marché en cours au moment de l'attribution du présent marché.

L'ancien titulaire lui fournit la liste nominative à jour du personnel, et le montant de la masse salariale globale y afférent.

Le candidat mentionne dans la proposition technique (cf. article 6 du RC) les effectifs globaux nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP.

Sauf disposition contraire de nature législative ou réglementaire dont le candidat aurait connaissance et donc tenu d'en faire part dans sa réponse, le pouvoir adjudicateur définit le nombre d'agents présent sur site à un instant donné (en dehors des périodes de relève et de formation).

Il s'engage à maintenir ces effectifs pendant toute la durée du marché et à fournir, avant le commencement du marché, la liste nominative des agents affectés à l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché.

Le titulaire devra fournir aux membres du groupement de commande, dans les dix (10) jours à compter de la date de notification du marché, la liste nominative du personnel affecté à l'exécution du marché ainsi que le nom, la qualité et les coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution des prestations.

Cette liste devra être tenue à jour régulièrement et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un salarié cesse ou commence son travail.

La non-transmission de cette liste dans les délais fixés pourra entraîner, pour les agents du titulaire, l'interdiction de pénétrer dans les locaux par les membres du groupement de commande et l'application des dispositions prévues à l'article 15 du présent CCAP.

## **Article 10 : Assurances du titulaire**

Le titulaire s'engage à souscrire toutes assurances professionnelles obligatoires pour couvrir, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité qu'il pourra encourir soit de son fait, soit à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité pour les dommages pouvant être causés par ses préposés aux biens ou au personnel du CDG35, du CNFPT ou du SDE35.

A la demande du groupement de commandes, avant toute notification du marché et avant tout commencement d'exécution du marché le titulaire justifiera du paiement des primes correspondantes et de la régularité de sa situation, par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

L'absence de production de ces pièces, dans un délai de QUINZE (15) jours à compter de la date d'envoi de la demande formulée par tout moyen permettant d'avoir une date certaine, notamment par courrier recommandé avec accusé de réception postal ou par le biais du profil d'acheteur, sera de nature à éliminer l'offre incomplète.

Chaque année, à la date anniversaire du marché, le titulaire produit ces mêmes justificatifs au groupement de commandes, sous peine de pénalités forfaitaires de 15 euros par jour de retard constaté.

Le montant couvert des dommages matériels causés ne pourra en aucun cas dépasser le montant maximal prévu pour chacun de ces dommages dans la police d'assurance souscrite par le titulaire au titre de sa responsabilité civile. La garantie devra être cependant suffisante et devra être illimitée pour les dommages corporels.

Dans le cadre de la mission générale, le titulaire est civilement et pécuniairement responsable des dommages qui surviendraient par le fait ou la faute de son personnel.

Le groupement de commandes se réserve la possibilité de demander au titulaire, à tout moment, la production de ses polices d'assurances ainsi que la preuve de versement des primes correspondantes ; à défaut de production de ces pièces, le groupement de commandes peut, de façon unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## **Article 11 : Modifications statutaires**

Le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement au groupement de commande toutes modifications, même celles n'affectant pas la personnalité juridique de sa société, notamment, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- au capital social de l'entreprise ou de la société, et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Toute modification entraînant la substitution de personnes morales fera l'objet d'un avenant, notamment les modifications de la forme juridique, transfert de tout ou partie du capital d'une société à une autre.

## **Article 12 : Normes - assurance qualité**

### **Article 12.1 : Normes - protection de l'environnement**

Le titulaire du marché doit mettre en place les moyens nécessaires pour répondre aux exigences exprimées par la personne publique (produits, matériels utilisés, personnels adaptés aux différentes situations, démonstration que les actions prévues ont bien été réalisées etc.). Le candidat fera référence aux normes en usage dans la profession pour décrire et chiffrer son offre.

### **Article 12.2 : Assurance qualité**

L'assurance qualité est l'ensemble des activités préétablies et systématiques, mises en œuvre et démontrées. Le titulaire justifie l'existence du système qualité qu'il utilise :

- soit par référence à une certification de système qualité délivrée par un organisme certificateur reconnu,
- soit par la description de son système qualité par référence à ses propres procédures fournies dans son offre.

Le candidat pourra joindre à son offre le plan de prévention appliqué par sa société.

Le titulaire s'engage à établir et à joindre dans son offre et au plus tard dans le mois suivant la notification du marché, un plan de prévention relatif aux règles particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués par une entreprise extérieure conforme aux dispositions des articles L.4121-1, R4121-1, R4511-1, R4511-9, R4511-10, R4511-11 et R4511-12 du Code du travail. Le titulaire sera tenu aux mêmes obligations avec ses sous-traitants éventuels.

## **Article 13 : Exécution des prestations**

### **Article 13.1 : Début d'exécution**

Le marché prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022

### **Article 13.2 : Conditions d'exécution**

Le titulaire doit être en mesure de fournir pendant la durée totale du marché la totalité des prestations demandées figurant dans le cadre de réponse financière (CRF) et leur niveau requis. Dans le cas contraire, il s'expose à la résiliation du marché dans les conditions fixées à l'article 21 infra.

Tout manquement de la part du titulaire dans l'exécution des prestations se verra sanctionner conformément aux stipulations prévues à l'article 15 du présent CCAP.

La fréquence et la nature des prestations sont décrites dans les annexes 2 du CCTP.

### **Article 13.3 : Lieu d'exécution des prestations**

Les prestations s'exécuteront sur le site suivant :

Village des collectivités - avenue de Tizé- 35 235 THORIGNE-FOUILLARD.

## **Article 14 : Délais d'exécution des prestations et pénalités pour retard**

### **Article 14.1 : Définition des délais d'exécution**

Les prestations courantes et périodiques s'exécutent selon l'annexe 2 « Nature et fréquence des prestations courantes et périodiques» du CCTP.

Les prestations périodiques s'exécutent aux périodes fixées aux articles 5.10.1, 5.10.2 et 5.10.3 du CCTP pour l'entretien des sols et des vitres et aux périodes arrêtées dans un calendrier établi d'un commun accord entre le titulaire et les représentants du groupement de commande pour les autres prestations périodiques.

Les prestations en lien avec une situation exceptionnelle s'exécutent selon la modalité déterminée dans le bon de commande émis par l'acheteur public au moment de l'évènement dans les conditions fixées à l'article 6 du CCTP. Les fournitures en lien avec une situation exceptionnelle devront être validées par le représentant du CDG35, du CNFPT ou du SDE 35 avant toute utilisation via le bon de commande.

### **Article 14.2 : Prolongation des délais d'exécution**

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée par tout moyen et confirmée par écrit, impérativement avant l'expiration du délai contractuel, aux représentants du groupement de commande, seuls habilités à accorder une prolongation des délais.

Une prolongation des délais d'exécution pourra être accordée au titulaire dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à prendre en charge le surcoût financier éventuel. Toute défaillance du titulaire, préjudiciable au groupement de commande, l'expose à la résiliation du marché dans les conditions fixées à l'article 21 infra.

### **Article 14.3 : Défaillances du titulaire**

Par suite d'incidents imprévus ou en cas d'impossibilité pour le prestataire d'assurer les prestations commandées, celui-ci devra prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer ses obligations contractuelles. Dans ce cas, le titulaire s'engage à prendre en charge le surcoût financier éventuel.

Toute défaillance du titulaire préjudiciable au groupement de commandes, l'expose à la résiliation du marché dans les conditions fixées à l'article 21 infra.

### **Article 14.4 : Exécution par défaut**

L'acheteur public appliquera les stipulations de l'article 45 du CCAG applicable aux marchés de fournitures courantes et services à savoir l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire dans les deux cas suivants :

- en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard,
- dans l'attente du résultat de la procédure engagée suite à la résiliation du marché conformément à l'article 41 du CCAG applicable aux marchés de fournitures courantes et services.

En cas de force majeure (période épidémique, décisions gouvernementales), le titulaire n'est soumis à aucune des clauses prévues au présent article.

## **Article 15 : pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

### **Article 15.1 : Définition des pénalités**

Des pénalités sont appliquées en cas de non -respect des engagements contractuels. Les pénalités portent sur :

- des éléments factuels avérés,
- le non-respect des fréquences contractuelles d'exécution des prestations.

Toutes ces pénalités sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités la plus forte est prise en considération.

Le titulaire s'engage à intégrer dans sa facture mensuelle le montant des pénalités qui lui est signifié par lettre recommandée avec accusé de réception postale ou par courriel, par l'un des représentants du groupement de commande (CDG35/CNFPT/SDE35)

### **Article 15.2 : Pénalités forfaitaires**

Une pénalité forfaitaire pourra être appliquée au titulaire du marché après constatation par l'un des représentants du groupement de commande d'un cas listé dans le tableau ci-après. Les pénalités sont cumulables et déduite de la facture suivant la constatation.

FACTEUR DECLENCHANT UNE PENALITE	MONTANT DE LA PENALITE
Non-actualisation de la liste du personnel, par cas constaté	150 €
Non-respect des prestations courantes et périodiques continues, par jour de retard	80 €
Non transmission du planning d'exécution et d'organisation (cf art 6.2 du CCTP) par mois de retard	150 €
Non production d'une fiche de contrôle mensuel (cf.art 7.3 du CCTP)	150 €
Non transmission des fiches produits	150 € par mois de retard
Perte d'un badge (outre son remplacement)	150 € / badge
Perte d'un passe	Remplacement des serrures et des clés (devis présentés par le pouvoir adjudicateur)
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel du CNFPT, du CDG35 ou du SDE35, par cas constaté	1 500 €
Comportement des agents sur le site générant des nuisances pour les usagers, par cas constaté	1 500 €
Tenue d'un aspect physique négligé, par cas constaté	150 €
Etat d'ivresse, vol, faute lourde par cas constaté	Résiliation
Introduction d'un tiers non autorisé par cas constaté	Résiliation
Pénalités pour non-respect des engagements pris dans le cadre de l'offre présentée au marché	300 € par cas constaté

Les cas ont vocation à être constatés par les agents du CDG35, du CNFPT et du SDE35 travaillant sur le site qui feront remonter l'information au référent du CDG35, du CNFPT ou du SDE35 qui le notifiera alors au titulaire.

## **Article 16 : Modalités de paiement du titulaire**

### **Article 16.1 : *Financement du marché***

Le financement du marché est prévu par prélèvement direct sur les crédits inscrits au budget de l'exercice concerné du CDG35, du CNFPT et du SDE35 séparément.

### **Article 16.2 : *Règlement du marché***

Le CDG35, le CNFPT et le SDE35, séparément se libéreront des sommes dues au titre du marché, conformément au Code de la commande publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS, par mandats administratifs et virements de l'agent comptable au compte désigné par le titulaire suivant IBAN-BIC

**Le comptable assignataire de la dépense est :**

Pour le CDG35 : Monsieur le Trésorier de Rennes Municipale - Le Colbert - 31-32, place du Colombier - BP 23104 - 35 031 RENNES Cedex.

Pour le CNFPT : Madame l'agent comptable du CNFPT - 80 rue de Reuilly - 75 578 PARIS Cedex 12

Pour le SDE35 : Monsieur le Trésorier de Rennes Municipale - Le Colbert - 31-32, place du Colombier - BP 23104 - 35 031 RENNES Cedex.

Le délai de paiement est fixé au maximum à trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le CDG35, le CNFPT ou le SDE35, sous réserve de la conformité de la facture aux prestations effectivement réalisées (nombre de jours de prestations réalisées c'est à dire à l'exclusion des samedis /dimanches, jours fériés et jour exceptionnel de fermeture).

Ce délai peut être suspendu par l'envoi d'une lettre avec accusé de réception postal, un courriel ou dans CHORUS indiquant les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au règlement. Le paiement restera suspendu tant que la totalité des justifications demandées ne sera pas parvenue au CDG35, au CNFPT ou au SDE35.

### **Article 16.3 : Intérêts moratoires**

L'absence de mandatement sous le délai prévu fait courir de plein droit des intérêts moratoires au profit du titulaire.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité pour le cocontractant et le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, au taux fixé par la Banque Centrale Européenne.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

### **Article 16.4 : Facturation**

Le titulaire remet au CDG35, au CNFPT et au SDE35, une facture établie conformément aux prix du marché et indiquant tous les éléments de détermination de ces prix.

Le marché étant considéré comme s'exécutant de façon continue pour les prestations forfaitaires, le titulaire remet au début de chaque mois un état d'acompte des prestations effectuées sur le mois précédent.

Les factures seront adressées au CDG35, le CNFPT et le SDE35 de façon séparée:

#### **Au CDG35 : Zones 1et 4 à l'adresse suivante :**

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine - Village des collectivités - 1 avenue de Tizé - CS 13600 - 35236 THORIGNE FOUILLARD.

#### **Au CNFPT : Zone 2 à l'adresse suivante :**

CNFPT Bretagne - Parc Innovation de Bretagne Sud - CP 58 - 56038 VANNES CEDEX.

#### **Au SDE35 : Zone 3 à l'adresse suivante :**

Syndicat Départemental d'Energie d'Ille-et-Vilaine - Village des collectivités - 1 avenue de Tizé - 35236 THORIGNE FOUILLARD.

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facture électronique :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués **exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro** : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures datées, outre les mentions légales, porteront les indications suivantes :

- ✚ le nom et l'adresse du titulaire,
- ✚ le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement, le numéro du marché, du bon de commande éventuel
- ✚ la désignation de l'organisme débiteur
- ✚ la date d'exécution des prestation
- ✚ le numéro de la zone
- ✚ la désignation des prestations réalisées (courantes, périodiques ou exceptionnelle) le sous-total hors taxes du montant pour les prestations facturées le taux de la T.V.A.
- ✚ le montant de la T.V.A.
- ✚ le sous-total toutes taxes comprises pour les prestations facturées
- ✚ le montant total hors taxes pour l'ensemble des prestations facturées le taux de la T.V.A,
- ✚ le montant global de la T.V.A.



- ✚ le montant total toutes taxes comprises des prestations.
- ✚ la date de facturation.

La facturation de la zone 1 devra faire apparaître la période et mentionner s'il s'agit de prestations complètes ou de prestations réduites.

La facturation de la zone 2 devra faire apparaître le nombre de jours de réalisation des prestations sur la totalité des surfaces et le nombre de jours de réalisation des prestations sur les surfaces à entretenir durant les périodes d'activité réduite. Chaque facture indiquera de façon séparée les prestations du VDC1 et celles du VDC2.

La facturation de la zone 3 devra faire apparaître la période et mentionner s'il s'agit de prestations complètes, de prestations périodiques ou des prestations exceptionnelles.

La facturation de la zone 4 devra faire apparaître la période et mentionner s'il s'agit de prestations complètes ou de prestations réduites.

L'exactitude de ces mentions conditionne le règlement de la facture transmise. Les montants à facturer résultent strictement de l'application des prix des CRF. Il sera tenu compte, le cas échéant, des réfections et des diverses pénalités (cf articles 15 supra et article 19 infra).

Pour transmettre les factures de manière dématérialisée sur le portail Chorus Pro. Elles doivent impérativement comporter les mentions obligatoires suivantes :

Pour le CDG35 :

- ✚ Le n°SIRET : 283 503 563 000 35
- ✚ Le budget auquel elle rapporte : Budget Centre de Gestion d'Ille et Vilaine (205)

Pour le CNFPT :

- ✚ Le n°SIRET : 180 014 045 001 32
- ✚ Le code service : FACTURES\_PUBLIQUES

Pour le SDE35 :

- ✚ Le n°SIRET : 200 050 425 000 12

## **Article 17 : Avances**

### ***Article 17.1 : Conditions de versement et de remboursement***

L'option A du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée lorsque le montant initial du marché relatif à chaque membre du groupement du commandement est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0% d'une somme égale douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation des prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du code de la commande publique.



## **Article 17.2 : Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **Article 18 : Cession et nantissement de créance**

Au titre de la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 modifiée, facilitant le crédit aux entreprises, la créance résultant du marché pourra être cédée ou nantie par le titulaire à l'établissement financier de son choix. A cet effet, un certificat de cessibilité de créance (NOTI6) est remis au titulaire après notification du marché, à la demande du titulaire ou de son sous-traitant.

Les comptables auxquels le cessionnaire doit signifier la cession ou le nantissement de créance sont :

Pour le CDG35 : Monsieur le Trésorier de Rennes Municipale - Le Colbert - 31-32 place du Colombier - BP 23104 - 35031 Rennes Cedex.

Pour le CNFPT : Madame l'Agent comptable du CNFPT - 80, rue de Reuilly - CS 41232 - 75578 Paris Cedex 12. Téléphone 01 55 27 40 29.

Pour le SDE35 : Monsieur le Trésorier de Rennes Municipale - Le Colbert - 31-32 place du Colombier - BP 23104 - 35031 Rennes Cedex.

Le représentant habilité à donner les renseignements administratifs, est :

Pour CDG35, Madame la présidente du CDG35 - Village des collectivités - 1 avenue de Tizé - CS 13600 - 35236 THORIGNE FOUILLARD.

Pour CNFPT, Monsieur le Président du CNFPT - Parc Innovation de Bretagne Sud - CP 58 - 56038 VANNES CEDEX.

Pour le SDE35, Monsieur le Président du SDE 35 - Village des collectivités - 1 avenue de Tizé - CS 43603 - 35236 THORIGNE-FOUILLARD.

Conformément aux articles R2191-46 à R2191-53 du code de la commande publique et sur demande écrite du cocontractant, chaque membre du groupement de commande remet au titulaire un certificat de cessibilité de créance en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché conforme au modèle fixé par l'arrêté du 28 juillet 2020, constituant l'annexe 14 du code de la commande publique.

En application de l'article R2191-60 du code de la commande publique, les bénéficiaires de nantissements ou de cessions de créances peuvent, au cours de l'exécution du marché, demander au CDG35 soit un état sommaire des prestations effectuées soit le décompte des droits constatés au profit du titulaire du marché; ils peuvent demander, en outre, un état des avances et des acomptes mis en paiement.

## **Article 19 : Vérifications - Décision après vérification**

Les prestations s'exécutent conformément aux fréquences indiquées dans les annexes du CCTP.

Les opérations de vérifications et les décisions après vérifications sont régies notamment par les stipulations des articles 27 à 31 du CCAG -FCS.

Le titulaire en présence d'un représentant du CDG35, du CNFPT ou du SDE35 procédera à un contrôle des prestations périodiques à l'issue de leur réalisation. Un bon d'intervention signé des 2 parties sera remis à l'issue de la prestation, permettant le paiement.

A tout moment, le CDG35, le CNFPT ou le SDE35 se réservent la possibilité de procéder à des vérifications quant à la bonne exécution du cahier des clauses techniques particulières. Si l'exécution de ce dernier n'est pas respectée par le prestataire, cette vérification fera l'objet d'une fiche de contrôle établie de façon contradictoire en présence d'un représentant du titulaire.

Si le cahier des clauses techniques particulières est respecté, les vérifications sont réputées positives. Cette formalité ouvre droit à paiement.

Si le cahier des clauses techniques particulières n'est pas dûment respecté, le CDG35, le CNFPT ou le SDE35 prononcent :

- soit l'ajournement des prestations, assorti de nouvelles opérations de vérifications,

- soit l'admission avec réfections,
- soit le rejet des prestations.

### **Article 19.1 : Ajournement**

Des imperfections constatées, ne s'opposant pas à l'admission des prestations, conduiront à un ajournement de celles-ci. Le titulaire devra alors améliorer ses prestations dans le délai fixé par le CDG35, le CNFPT ou le SDE35.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrables pour présenter ses observations. En cas de refus ou de silence du titulaire, à l'expiration de ce délai ou à défaut d'une amélioration notable des prestations dans le délai imparti à cet effet par la décision d'ajournement, le CDG35, le CNFPT ou le SDE35 prononce soit la réception avec réfections, soit le rejet des prestations.

### **Article 19.2 : Réception avec réfections**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG - FCS, compte tenu de l'obligation de résultat journalière et de la nécessité que la prestation soit réalisée afin de garantir la continuité du service public, la décision de réfaction peut être prise sans que le titulaire ou son représentant ait été entendu. Cette décision fera néanmoins l'objet d'un courrier motivé au titulaire par recommandé avec accusé de réception ou par courriel.

Les réfections prononcées lors des vérifications s'appliquent lorsque des anomalies, erreurs de jugement ou omissions sont constatées sur les prestations réalisées.

La pénalité de réfaction s'élèvera à 30 % du prix de la prestation sur lequel est calculée la réfaction.

Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrables pour présenter ses observations ; passé ce délai il est réputé avoir accepté la décision du CDG35, du CNFPT ou du SDE35.

### **Article 19.3 : Rejet**

Lorsque le non-respect du cahier des clauses techniques particulières est constaté, le pouvoir adjudicateur prononce le rejet partiel ou total des prestations.

Le titulaire sera tenu d'exécuter de nouveau les prestations concernées à ses frais et dans les délais fixés par le CDG35, le CNFPT ou le SDE35.

## **Article 20 : Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **Article 21 : Conditions de résiliation du marché**

La résiliation et la liquidation du marché ont lieu conformément aux articles 36 à 42 du CCAG - FCS.

Le CDG35, par une décision de résiliation du marché, peut à tout moment qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution du marché avant l'achèvement de celui-ci et par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG- FCS, sans qu'il ne puisse prétendre à indemnité.

## **Article 22 : Règlement des différends et des litiges**

### **Article 22.1 : Mémoire de réclamation**

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire exposant les motifs et indiquant les montants de ses réclamations communiqué à la personne responsable du marché dans un délai de quinze (15) jours calendaires compté à partir du jour où le différend est apparu.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre au mémoire de réclamation. L'absence de réponse dans ce délai vaut décision de rejet.

Lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition du pouvoir adjudicateur ou le rejet implicite de sa demande, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification de cette proposition ou à l'expiration du délai de deux (2) mois, le faire connaître par écrit au pouvoir adjudicateur en lui faisant parvenir un mémoire complémentaire développant les raisons de son refus.

Si dans le délai de trois (3) mois à partir de la date de réception par le pouvoir adjudicateur du mémoire complémentaire du titulaire, aucune décision n'a été notifiée au titulaire ou si celui-ci n'accepte pas la décision qui lui a été notifiée, le titulaire peut saisir le tribunal administratif compétent. Il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs de réclamation énoncés dans la lettre ou le mémoire remis au pouvoir adjudicateur.

Si dans un délai de six (6) mois à partir de la notification au titulaire de la décision du pouvoir adjudicateur citée au paragraphe précédent, le titulaire n'a pas porté ses réclamations devant le tribunal administratif de Rennes, il est considéré comme ayant accepté ladite décision et toute réclamation est irrecevable.

#### ***Article 22.2 : Règlement à l'amiable***

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

#### ***Article 22.3 : Règlement juridictionnel***

Le tribunal compétent pour tout litige intervenant entre le CDG35 et l'entreprise titulaire du marché est le tribunal administratif de Rennes.

#### **Article 23 : Modification du marché**

Toute modification du présent marché fera l'objet d'un avenant. Les éventuels avenants seront gérés et signés par le membre du groupement de commande concerné.

#### **Article 24 : Droit et langue**

Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### **Article 25 : Dérogations au CCAG-FCS**

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'article 15 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 19.2 du présent CCAP déroge à l'article 30 du CCAG-FCS.

L'article 21 du présent CCAP se déroge aux articles 36 et 40 du CCAG-FCS.